

ENTRETIEN



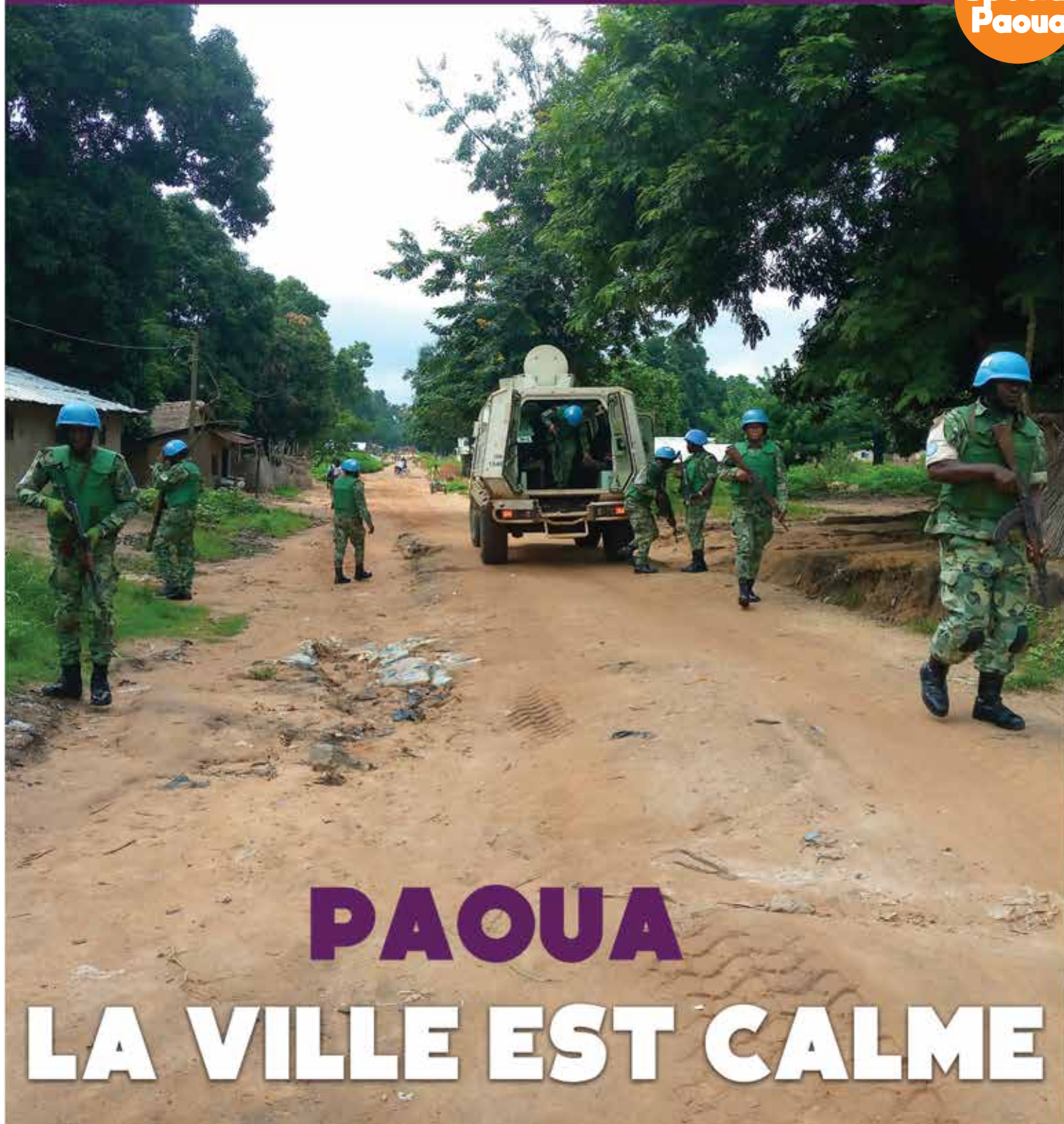
LA MINUSCA NOUS APPUIE DANS NOS TÂCHES,
ON SE DÉPLACE ENSEMBLE

DIT MARTIN KOSSI, PRÉFET DE PAOUA

minusca en action

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | N°100 – OCTOBRE 2022

Spécial
Paoua



PAOUA

LA VILLE EST CALME

MINUSCA



MINUSCA



UN_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA



UN_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG

TOUT SAVOIR SUR LA MINUSCA

minusca.unmissions.org

MINUSCA



Scannez et
découvrez



minusca en action

#100 | Octobre 2022



Le chef de la Police de la MINUSCA (UNPol) à Paoua, échangeant avec deux policiers du commissariat de Paoua après une patrouille conjointe de sécurisation

04

Paoua : d'énormes progrès et des acteurs engagés

06

Collocation de la Police de l'ONU dans les Unités de gendarmerie et de police de Paoua

10

Paoua : Les patrouilles des Casques bleus sécurisent la ville

12

Des efforts pour l'amélioration des conditions des détenus à Paoua

14

Paoua : Des projets à impact rapide pour renforcer l'autorité de l'Etat et l'autonomisation de la femme

16

Interview exclusive de la cheffe du Bureau de MINUSCA Paoua

20

"La MINUSCA nous appuie dans nos tâches..." Interview de Martin Kossi, préfet de Paoua

22

"Notre devoir est de présenter à la population le mandat de la MINUSCA pour leur permettre de savoir ce que fait la mission en Rca" Interview de Séverin Narcisse Apayaka, assistant de liaison communautaire de la MINUSCA

minusca en action

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE

Tous les articles ont été écrits par Grace Ngbaleo avec la collaboration de l'équipe de Paoua, de Biliaminou Alao, Cynthia Nasangwe et Emmanuel Crispin Dembassa Kette

PHOTOGRAPHIE

Cyrille Kourandhaut et de Grace Ngbaleo

MISE EN PAGE

Francis Yabendji-Yoga

MULTIMÉDIA & WEB

Igor Rugwiza, Dany Balepe

COMMUNITY MANAGER

Grace Mirleine Anselme Ngbaleo Mbileine

PRODUCTION

Division de la Communication Stratégique et de l'Information Publique - MINUSCA

minusca en action

#100 - Octobre 2022

D'ÉNORMES PROGRÈS ET DES ACTEURS ENGAGÉS

Les énormes progrès dans la sous-préfecture de Paoua sont considérés comme la résultante rectiligne, d'une part de la coopération entre la MINUSCA et le gouvernement sur le plan sécuritaire, et d'autre part, de l'engagement d'acteurs impliqués dans les processus de paix au niveau local. Telle est l'analyse générale des autorités administratives et autres influents leaders de la société civile. Certes, de nombreux défis subsistent, mais ceux-ci ne demeurent point insurmontables.

Par Aissetou SANOGO, Cheffe du Bureau de la MINUSCA à Paoua

« Près de cinq ans après l'opération militaire conjointe, baptisée Mbaranga, lancée en janvier 2018, qui a permis aux Forces de la MINUSCA et aux Forces armées centrafricaines (FACA) de réduire considérablement la présence et les menaces posées par les groupes armés, l'effectivité du Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion des Ex combattants (PNDDR) a contribué à la restauration de l'autorité de l'Etat et une réduction du climat de méfiance existant au sein des communautés locales, en raison de la présence des ex-groupes armés attisant la violence et exacerbant le tissu social ».

Cette analyse du contexte sécuritaire actuel est celle de l'Abbé Michel Emmanuel, l'un des représentants de l'église catholique au sein du Comité de Mise en Œuvre Préfectoral (CMOP).

Sylvie Aroda Mboko, présidente de l'ONG locale l'Union des Groupements

de la Plateforme Multifonctionnelle de Paoua-Elesongo (UGPMPE), quant à elle se remémore de la situation sécuritaire intenable de l'époque, en affirmant que « 18 heures était l'heure à ne pas franchir ».

Aujourd'hui, tous sont unanimes de l'impact des efforts entrepris par la MINUSCA, en soutien au gouvernement, et ayant contribué à l'amélioration de la sécurité. Le Bureau de la MINUSCA y a déployé aux frontières tchadiennes des bases temporaires du contingent camerounais dans les localités de Bembéré, Betoko, Bedaka et Pougol. La présence de ces bases a facilité le retour de déplacés internes dans leurs villages respectifs et réduit considérablement la circulation des hommes en armes. Des patrouilles conjointes MINUSCA/FACA ont également concouru à ce renforcement sécuritaire. Le Bureau a par ailleurs contribué au Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (PNDDR) lancé en décembre 2018, à la mise en place et



Aissetou Sanogo, cheffe du Bureau MINUSCA à Paoua

au fonctionnement des mécanismes locaux de suivi de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), qui sont le Comité de mise en œuvre préfectoral (CMOP) ainsi que le Comité technique de sécurité (CTS), qui ont servi de plateformes de résolution des conflits locaux.

C'est dans un tel contexte politique et sécuritaire, que le Bureau de la MINUSCA à Paoua a renforcé l'extension de l'autorité de l'Etat, notamment par la réhabilitation du Building administratif (en prévision à l'installation de nouveaux services déconcentrés), la réhabilitation et l'équipement de la Mairie déjà fonctionnelle au grand bonheur des administrés, et par le renforcement des conditions de travail des Forces de sécurité intérieure (FSI) par la construction de la clôture du Commissariat de police et la dotation en matériels informatiques à la police et à la gendarmerie.

Dans le cadre des efforts en faveur de la paix, l'appui aux initiatives locales a été déterminante. En effet, quelques organisations locales "championnes de la paix" n'ont cessé d'être actives dans le domaine du vivre-ensemble et du dialogue intercommunautaire (le Comité sous-préfectoral de la Jeunesse, le Comité local de Paix et de Réconciliation, le Forum des droits de l'homme), dont les capacités techniques sont continuellement renforcées en vue des sensibilisations populaires.

Outre ces associations, dans le cadre de la consolidation de la paix et de la restauration de l'autorité de l'Etat, le Bureau de la MINUSCA a accompagné les efforts du Cadre d'Appui Spirituel aux

Autorités Locales (CASAL), la principale plateforme religieuse au niveau local qui s'illustre par son inclusivité et sa notoriété. Par ailleurs, depuis 2019, Paoua se particularise par sa diplomatie de proximité avec les autorités locales tchadiennes du département de Nya-Pende, localité frontalière (village de Bembéré), et dont les rencontres ont parfois permis de trouver des solutions « aux problématiques d'intérêt commun et bilatéral ».

Sur le plan judiciaire, avec le verdict du premier jugement de la Cour Pénale Spéciale (CPS) rendu le 31 octobre 2022, relativement aux massacres commis à Koundjili et Lemouna, la justice redonne espoir à ces communautés victimes de ces graves crimes. Dans cet élan, et conformément au mandat de la Mission, le Bureau coopère avec l'Union des Groupements de la Plateforme Multifonctionnelle de Paoua-Elesongo à la mise en œuvre d'un « Projet à Impact Rapide » d'autonomisation au profit de cinquante femmes veuves de Koundjili-Lemouna.

Enfin, dans le champ de la relance socio-économique, les potentialités en cultures de rentes (tabac et coton : en mars 2022, 300 tonnes de coton récoltées) et cultures vivrières (arachide, manioc, Sesam, niébé, manioc, sorgho) distinguent Paoua. Cependant, augmenter les capacités de production, et susciter l'engouement des jeunes à se lancer vers ces secteurs productifs clés demeurent encore de réels défis. Mais au-delà des progrès réalisés, et dans l'objectif de booster l'économie locale, et si Paoua disposait d'une BANQUE DE CREDIT AGRICOLE ?

COLLOCATION DE LA POLICE DE L'ONU DANS LES UNITÉS DE GENDARMERIE ET DE POLICE DE PAOUA

A Paoua, ville située à 519 km de Bangui, les Forces de sécurité intérieure (FSI) et la Police des Nations Unies (UNPol) travaillent en parfaite collaboration pour assurer la protection de la population civile. Cette symbiose a permis également l'amélioration des conditions de vie des personnes détenues, notamment le respect des délais de garde à vue qui est de 72 heures.



Partage d'informations entre la Police de la MINUSCA (UNPol), les Forces de sécurité intérieure (FSI) et quelques jeunes au marché central de Paoua

Pour s'assurer du respect des droits fondamentaux des détenus provisoires à la gendarmerie et à la police de Paoua, la Police de la MINUSCA organise des collocations, avec la police et la gendarmerie de cette localité. Au cours de ces collocations, les Casques bleus partagent leur expérience et prodiguent des conseils à leurs collègues FSI pour la bonne marche des activités au sein de leurs unités.

« Il y a plusieurs thématiques qui sont abordées lors de ces collocations. Nous discutons avec les FSI par rapport aux conditions des gardes à vue, nous les entretenons par rapport au délai de la garde à vue, nous veillons à ce que les droits des personnes gardées à vue soient respectés. On a constaté qu'il y a une amélioration par rapport à cela, avant ce n'était pas comme ça », a expliqué Zakari Karim chef de poste UNPol de Paoua.

Cette collaboration va au-delà du partage d'expériences et des conseils. Ces Forces mènent conjointement des patrouilles pour dissuader les malfaiteurs, à travers plusieurs quartiers de la ville, et au-delà de la ville de Paoua. A cela s'ajoute les campagnes de sensibilisation de la population sur la cohésion sociale, la transhumance, les violences basées sur le genre, la protection des enfants ainsi que la justice populaire (devenue monnaie de règlement de différends dans la ville).

Le Sous-lieutenant Basile Godessio, commandant de la brigade territoriale de Paoua, précise que: « La collaboration gendarmerie entre la gendarmerie territoriale et la Police de la MINUSCA de Paoua va dans le sens de la collecte des informations. On partage les informations sur la sécurité, et puis on collabore pour effectuer ensemble les enquêtes sur le terrain.

Pour les infractions surtout en matière criminelle, les viols, les cas de pratiques de charlatanisme et sorcellerie qui parfois se soldent par des justices populaires, on fait appel à UNPol, parce qu'on manque de moyens de transport, c'est avec eux qu'on descend sur le terrain pour faire le constat ».

Soutien de la MINUSCA en matériels

« La relation entre la MINUSCA et nous est comme un fœtus et sa maman. La MINUSCA nous a beaucoup appuyé, et dans tout. Le bâtiment dans lequel on se trouve aujourd'hui, c'est grâce à la MINUSCA que nous l'avons. Nous avons une clôture, le matériel informatique que vous voyez là c'est la MINUSCA qui nous a donné. Et nos frères de UNPol viennent toujours nous prodiguer certains conseils », apprécie Thierry Agouda , commissaire de police de Paoua.

Malgré ces quelques appuis de la MINUSCA, les FSI de Paoua, sont confrontées à d'énormes défis dans la réalisation de leurs tâches.

« Nous manquons parfois du minimum pour nous occuper des détenus pendant la garde à vue. Nous avons un problème de personnels, nous avons huit policiers et des auxiliaires. Pour la logistique, on a qu'une seule moto avec laquelle on se bat ; c'est-à-dire avec laquelle nos agents mènent des patrouilles au quotidien, on n'a même pas de véhicule », a regretté Thierry Agouda commissaire de police Paoua.

Il faut signaler que la population de Paoua a fortement contribué, à travers le partage d'informations aux FSI et UNPol, à la pacification de la ville, autrefois meurtrie par les conflits, mais connu aujourd'hui sous le nom de « Ville modèle de cohésion sociale et du vivre ensemble ».

Deux policiers du commissariat de Paoua en patrouille de dissuasion dans la ville



Collecte d'informations sur la condition de vie des détenus en garde à vue lors d'une Collocation UNPol et FSI à la gendarmerie de Paoua





Des Casques bleus du bataillon camerounais lors d'une patrouille pédestre dans la ville de Paoua

PAOUA

LES PATROUILLES DES CASQUES BLEUS SÉCURISENT LA VILLE

Dans le cadre de sa mission de protection des civils, le bataillon camerounais basé à Paoua, Chef-lieu de la préfecture de Lim-Pende, organise régulièrement des patrouilles dans la ville. Ce fut le cas le 16 août 2022, où des Casques bleus de ce bataillon ont ainsi sillonné quelques quartiers de Paoua. Une opération de sécurisation qui vise également à recueillir des renseignements auprès des populations sur la menace éventuelle des groupes

armés dans la ville, afin d'y apporter une réponse adéquate. Ils étaient 61 Casques bleus du 8e bataillon camerounais à Paoua dont 09 personnels féminins.

De Boali, un quartier du premier arrondissement, au marché central en passant par le lycée, le convoi marque des arrêts pour se positionner et sécuriser les lieux et échanger en même temps avec les populations sur la présence

éventuelle de personnes suspectes dans les quartiers.

« La patrouille fait partie de nos missions principales. Nous avons l'habitude de sortir pour aller vers les populations afin de recueillir des renseignements prévisionnels, à savoir est ce que les populations vivent encore sous les menaces des groupes armés. Mais aujourd'hui nous avons parcouru tour à tour certains quartiers, il n'y a pas eu de plainte de ce côté concernant les groupes armés, seulement que certaines populations déplorent l'état

des routes », a expliqué le Lieutenant Simien NGAMPEUH du Contingent camerounais de Paoua, à la fin de l'activité.

Ces patrouilles quotidiennes sont bien accueillies par les populations « Cette patrouille de sécurisation de la MINUSCA nous aide beaucoup dans la ville de Paoua. La paix est revenue et la ville est calme, nous sommes tranquilles », témoigne Alphonse GOUM, chef de service du réseau Energie Centrafricaine (ENERCA) dans la ville, qui réside dans le quartier Lycée-1.

Au cours d'un échange franc avec les Casques bleus de la MINUSCA, Lazar MOYABIANI, conducteur de taxi moto depuis 17 ans dans la ville, reconnaît le travail de la mission, mais demande toutefois aux Casques bleus d'élargir leurs patrouilles. « Nous avons demandé à la MINUSCA de continuer à sécuriser la ville et surtout d'aller sur les axes où sévit encore le groupe armé 3R, multiplier les patrouilles pour les dissuader afin de nous permettre de circuler librement, le jour comme la nuit », a-t-il plaidé.

La présence de Casques bleus femmes, lors de ces patrouilles, est d'une grande contribution. En effet, elle permet d'obtenir des informations supplémentaires surtout auprès des femmes de la localité, selon le Sergent-Chef Christelle NDOKOU KETCHA, « L'approche avec la population est facile puisque lorsqu'une femme va en face d'une femme, elle est plus ouverte et accessible et c'est vraiment facile », précise-t-elle.

Au-delà de son rôle de sécurisation des populations civiles, le bataillon camerounais de la MINUSCA, déployé à Paoua, mène régulièrement des activités civilo-militaires au profit des populations. C'est notamment le cas des campagnes de consultations, médicales et de remise gratuite de médicaments, la construction d'écoles dans les villages éloignés en l'occurrence Bedaka et Betoko, ainsi que la réhabilitation des routes.



Un Casque bleu de la MINUSCA, échangeant avec les conducteurs de taxi moto, sur la sécurité dans la ville de Paoua

DES EFFORTS POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DES DÉTENUS À PAOUA



Maison centrale de Paoua, vue de face

Les détenus de la Maison centrale de Paoua vivent dans des conditions précaires et appellent à l'amélioration de leurs conditions de vie ainsi qu'à l'accès à un procès. Ils se sont confiés à la presse le 16 août 2022.

Disposant uniquement de deux cellules pour 40 détenus dont la plupart dorment sur une natte et à même le sol, la Maison carcérale de Paoua, chef-lieu de la préfecture de Lim-Pende dans le nord de la République centrafricaine (RCA) ne répond pas aux normes internationales. L'accès aux soins de santé y est difficile, et surtout la majorité des détenus a passé des mois sans pour autant passer devant le tribunal.

Sur un effectif réel de 40 détenus, on compte 4 condamnés, 27 inculpés et 9 prévenus. Leur plus grand souhait est d'être présenté devant le juge, comme l'a souligné l'un d'eux, sous couvert d'anonymat : « Nous avons passé, trois, quatre, cinq, six mois sans être traduits devant la barre. Pas de médicaments, pas de savons nous ne mangeons pas bien. Nous sommes coincés, nous partageons la même cellule avec ceux qui souffrent de la tuberculose, au risque de nous contaminer. Notre souci, il faut qu'on aille en procès ».

Conscient de cette situation, Martinien Elvis YOHOROU, administrateur pénitentiaire, intendant de la Maison carcérale de Paoua demande à l'« Etat qui est le premier garant des prisonniers de faire de son mieux pour augmenter la capacité des crédits d'alimentation

qu'il nous donne chaque mois pour la prise en charge des détenus ».

Appui multiforme de la MINUSCA

Face à cette situation, la MINUSCA reste le principal partenaire dans la promotion des droits des détenus de Paoua. Elle a réhabilité les douches et les cellules des détenus et a fait un forage d'eau potable. Elle a financé la réalisation d'un jardin potager dans le but d'améliorer l'accès des détenus à une meilleure alimentation.

Les actions entreprises ne se limitent pas seulement à ce niveau. Le délégué des détenus témoigne que : « La MINUSCA a organisé une session de formation à notre intention sur la cohésion sociale, la communication non violente, et voilà nous vivons en symbiose, ce qui n'était pas le cas ».

De son côté, Alain Patrick ELLA ZANG, officier des Affaires judiciaires et pénitentiaires du Bureau de la MINUSCA à Paoua ajoute que : « Nous (MINUSCA) appuyons également les autorités de la prison dans les suivis carcéraux des détenus à travers les plaidoyers auprès des autorités judiciaires afin que leurs procédures soient diligentées et que leurs situations soient régularisées ».

Toutefois, la Maison centrale de Paoua est pour le moment sans clôture et expose les détenus et le personnel à des dangers. Un projet de financement de la sécurisation de cette Maison correctionnelle est sur la table du bureau de la MINUSCA Paoua.

PAOUA

DES PROJETS À IMPACT RAPIDE POUR RENFORCER L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT ET L'AUTONOMISATION DE LA FEMME

Dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'État et de l'appui à l'autonomisation de la femme à travers les activités génératrices de revenus, la MINUSCA a financé à Paoua, cinq projets à impact rapide (Qips) pour l'année 2022.

Parmi ces projets, quatre viennent en soutien à la restauration de l'autorité de l'État, dans le cadre des élections locales à venir. Il s'agit d'abord de la Mairie de Paoua, réhabilitée et équipée en tables, chaises, et autres matériels de bureau. "Cette mairie était dans un état de délabrement avancé et ne permettait pas au personnel de travailler dans des conditions requises", a souligné Bernadette MOYE, première vice-présidente de la délégation spéciale de la ville de Paoua.

Pour Sidonie Armelle AMOAKON, coordonnatrice des Affaires civiles au bureau terrain de Paoua, « il était préférable d'avoir une mairie à la stature de cette préfecture, c'est pour cela que nous avons procédé à la réhabilitation ».

La MINUSCA a également réhabilité la mairie de Nana Barya et construit celle de Pougol situées respectivement à 30 et 35km de Paoua. La Mission a aussi réhabilité le Building administratif de Paoua.

Le 5e projet, quant à lui, porte sur la « relance socioéconomique des



Marie de Paoua, réhabilitée et équipée par la MINUSCA dans le cadre d'un Projet à impact rapide (QIPS)

femmes affectées par les conflits dans la préfecture de Paoua », et vise à améliorer la vie des femmes vulnérables surtout affectées par les conflits. 30 femmes et jeunes filles reparties par groupe de 10 dans le domaine de la fabrication du savon, de la couture et de la transformation du beurre de Karité ont bénéficié de ce projet pour un coût de près de 21 millions de Francs CFA.

Clotilde WAMAN, coordonnatrice de l'ONG nationale Arbre de vie pour une

Nation, partenaire de mise en œuvre, explique le bienfondé de ce projet : « une fois qu'une femme est abandonnée dans son foyer, elle se retrouve seule avec ses enfants, du coup, moi je dis que y a un cas de vulnérabilité qui est là par ce qu'elle fait de son mieux pour s'occuper de ses enfants. Parce que ce sont des femmes qui sont démunies, et on veut aider ces femmes à être autonomes, en faisant des activités génératrices de revenus ».

Prosélythe, une des bénéficiaires, apprenante au centre de couture à la plateforme E LE SONGO affirme arriver à subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille grâce à cette activité : « je fais le tricotage et je couds aussi des habits pour adultes. J'ai démarré l'apprentissage depuis deux mois. J'ai commencé à vendre des habits, ce qui m'a permis de mieux vivre et d'assurer la scolarité de mes enfants, la rentrée prochaine ».

La construction et réhabilitation de tous ces édifices ont coûté plus de 92 millions de FCFA.



Les bénéficiaires du Projet à impact rapide « Relance socioéconomique des femmes affectées par les conflits dans la sous-préfecture de Paoua »



Building administratif de Paoua réhabilité par la MINUSCA

INTERVIEW EXCLUSIVE DE LA CHEFFE DU BUREAU DE MINUSCA PAOUA

Dans cet interview Madame Aissetou Sanogo Cheffe du bureau de la MINUSCA à Paoua, aborde le mandat de la MINUSCA, la perception de la population par rapport à la Mission, la collaboration avec les autorités locales et les défis rencontrés dans le cadre de la protection des civils.

Quel est l'état des lieux de la Mission dans les préfectures de l'Ouham-Pende et Lim-Pende sous votre coordination ?

Madame Sanogo: La préfecture de Lim-Pende a pour sous-préfecture Paoua et l'Ouham-Pende a pour sous-préfecture Bozoum. Nous (la MINUSCA) sommes là depuis quelques années et c'est tout récemment, à partir de janvier que la préfecture a été scindée en deux. Nous mettons en œuvre le mandat de la MINUSCA et j'avoue qu'il y a beaucoup de difficultés qui s'y posent à cause de l'état des routes et des ponts. Nous avons plus de 80 ponts dans notre région, dans les deux préfectures et les ponts essentiels pour mener les opérations sont en état de détérioration très avancée.

Et si d'autres le sont par le biais de la nature, il est également à relever que certains ponts auraient été détruits par les groupes armés (les 3R) qui sévissent dans la région. Si ces groupes armés n'ont pas la possibilité de pénétrer dans Paoua et Bozoum, il va sans dire que les éléments rodent tout autour dans les communes reculées. Ce qui fait que l'absence de ponts leur permet de mener à bien les activités criminelles, d'harcéler la population. Je prends un exemple le pont Nana-passeur qui

se trouve à plus d'une vingtaine de kilomètres d'ici, que nous sommes allés visiter avec les autorités locales. Ce pont aurait été détruit en 2020 par le groupe armé les 3R qui s'est retiré. Ce qui fait que deux communes n'ont pas la capacité de communiquer, ni sur le plan économique, ni socialement. Il y a des violations des droits de l'homme qui se passent de ce côté et dont on n'a pas la capacité ni la possibilité d'aller constater. Et nos troupes n'ont pas la capacité avec les FACA de mener de patrouilles. Donc, ce qui fait que notre priorité ici dans la zone, c'est essayer de rétablir, réhabiliter quelques points essentiels.

Et tout récemment, par suite d'une forte pluie dans la ville, le pont qui relie la communauté du sud et du nord est totalement détruit. Vous l'avez remarqué à votre passage, donc notre priorité actuellement avec la hiérarchie à Bangui, c'est de voir comment reconstruire d'abord le pont à l'intérieur de la ville et également le pont Nana passeur pour permettre à nos forces d'aller un peu plus loin et protéger les civils. Parce que vous savez que le pilier essentiel de notre mandat, c'est protéger les civils. Mais comment protéger les civils si on n'a pas accès à ces civils-là ? Il y a énormément de choses qui se passent.

Pouvez-vous nous faire un point sur la collaboration avec les autorités locales ?

Madame Sanogo: Avec les autorités locales, tant de l'Ouham-Pende que de Lim-Pende, tout se passe bien. Nous travaillons main dans la main et nous les assistons, lorsqu'il s'agit de donner un corridor humanitaire pour

que la population puisse avoir accès à l'aide humanitaire, l'équipe terrain des Nations Unies se trouve présente, l'escorte est donnée par nos Forces; avec le préfet par intérim également nous menons des missions de terrain en vue de sensibiliser les populations. Les Forces de sécurité intérieure (FSI) également et la Police de l'ONU (UNPol) mènent des missions conjointes pour sensibiliser les populations. Tout récemment on a un phénomène qui a vraiment touché la majeure partie de la population. C'est le phénomène de justice populaire. Et ensemble, les FSI et les UNPOL ont mené des campagnes assez vigoureuses pour pouvoir sensibiliser les jeunes, pour éviter la justice populaire. Donc, le préfet également à la chance, avec notre présence à côté, de

rencontrer sa communauté et on a eu de forts témoignages, ou des gens nous ont confié qu'ils n'avaient jamais vu les autorités. Et ça, c'est dû à la bonne collaboration et les missions de terrain. Nous renforçons surtout nos capacités sur les missions de terrains pour permettre au gouvernant de se rapprocher du gouverné et comprendre ses problèmes. C'est en ce moment-là qu'il pourra bien intervenir pour pouvoir aider à résoudre les problèmes, même en matière de cohésion sociale nous, également côté MINUSCA, le fait d'aller avec les autorités sur le terrain, rencontrer ces communautés-là, cela nous permet de bien revoir nos stratégies également aussi de mettre en place une réponse conséquente afin d'aider à soulager un peu la misère.

Quelle est la perception de la population par rapport à ce que fait la MINUSCA dans la zone ?



Aissetou Sanogo, cheffe du Bureau MINUSCA à Paoua



Rencontre entre Aissetou Sanogo, cheffe du Bureau MINUSCA Paoua et les autorités locales ainsi que la population

Madame Sanogo : Pour ce qui me concerne, en tant que cheffe du bureau, depuis que je suis arrivée, je n'ai pas encore eu de plaintes d'exploitation sexuelle. Jusqu'à présent, j'ai trouvé une troupe assez disciplinée. Je ne sais pas par le passé parce que je n'étais pas ici, en tout cas depuis mon arrivée jusqu'à maintenant, nous continuons de sensibiliser. L'équipe conduite et discipline vient régulièrement nous visiter. Il y a également la Section des droits de l'homme qui entretient les éléments de troupes. Pour le moment, la discipline, ça va. Et je crois qu'avec la participation de tout un chacun et de la hiérarchie également, nous allons maintenir ce cap-là. En ce qui concerne les communautés, j'ai commencé des rencontres bilatérales avec les communautés. D'abord, j'ai rencontré le groupe de femmes parce que j'aimerais bien me rassurer, que ce que nous offrons, c'est réellement ce que la population attend de nous.

Donc, j'ai rencontré les femmes, j'ai rencontré les jeunes et les femmes m'ont rassuré que le soutien de la MINUSCA est très substantiel et elles ont encore élaboré d'autres domaines dans lesquels on pourrait bien continuer à les aider. Et surtout que ,elles sont les victimes de conflits , qui avaient eu lieu dans

leur zone et elles ont besoin de relance économique pour être autonomes, parce qu'elles sont en même temps mères et pères de familles. Et elles soutiennent la majorité des familles et le grand problème qu'elles ont soulevé, c'est qu'elles n'ont pas la possibilité de continuer à l'école. Elles sont obligées d'arrêter plus tôt pour pouvoir s'occuper des enfants et elles auraient souhaité avoir l'appui de la mission pour des projets d'alphabétisation, ce qui leur permettrait de gérer aussi leurs activités génératrices de revenus. Parce que nous nous sommes lancés sérieusement dans l'appui aux activités génératrices de revenus avec les Projets à impact rapide. Les femmes sont très satisfaites et notre prochain projet est à Koundjili que vous connaissez tous. C'était une zone qui avait été meurtrie par des attaques et il y a même un procès en cours et ces femmes veuves et orphelins auraient très bientôt des activités génératrices de revenus donc pour cela, elles ont besoin d'avoir des centres de formation ou une maison de la femme, ou elles vont se retrouver recevoir des formations dans plusieurs domaines et également apprendre à lire et à écrire et encadrer les jeunes filles. Elles tiennent beaucoup à assurer la relève. Donc elles sont très satisfaites,

elles attendent beaucoup de nous, également du gouvernement.

Qu'en est-il des jeunes ?

Madame Sanogo : Les jeunes également ont besoin de formation professionnelle parce que comme il n'existe pas une université et un centre de formation professionnelle, ils sont très vulnérables à cause de la pauvreté. Compte tenu du fait que les groupes armés sont à la recherche de bras valides, très vite, ils peuvent les faire miroiter un avenir meilleur et les récupérer. Donc pour éviter cela, les jeunes ont dit que sincèrement ils souhaiteraient avoir un centre de formation professionnelle pour apprendre des métiers tels que la menuiserie, la soudure, la mécanique, etc. Des métiers qui leur permettent d'être sur le marché de l'emploi pour pouvoir être compétitifs et pouvoir subvenir à leurs besoins, aux besoins de la famille future.

La localité de Koundjili , comme vous l'avez souligné, a traversé des moments très douloureux. Par rapport au procès qui se déroule au niveau de la Cour pénale spéciale, comment la population de cette localité a pu déjà apprécier ce procès ?

Madame Sanogo: Je peux dire que la population est très satisfaite parce qu'au moins il y a la justice, parce que l'impunité a aggravé en fait la blessure au sein de la communauté.

Mais le fait que le procès est en train de se dérouler; tout se passe bien. Déjà, il y a eu une grande accalmie et elle (population) est très contente du fait de notre support pour que ce procès soit une réalité. Punir déjà les coupables c'est une grande réparation, même si après cela, il n'y a pas une réparation pécuniaire. Il y a une grande satisfaction que j'ai noté et c'est la

raison pour laquelle nous mettons tout le support que nous avons ici avec cette communauté-là, pour pouvoir l'aider à se relever de ses blessures. Donc, de façon générale, la satisfaction est très perceptible.

Quelles sont les difficultés principales que vous rencontrez dans la mise en œuvre du mandat et comment vous essayez d'y répondre ?

Madame Sanogo: La grande difficulté, comme je l'ai dit, c'est surtout la mobilité dans notre zone de responsabilité. Il est très difficile de le voir. Vous savez qu'il y a des zones où on a des engins explosifs. Et nous n'avons pas une équipe sur place pour déminer certaines zones donc nous sommes obligés de faire appel à Bouar ou à une autre région pour intervenir donc notre souhait est que si chaque troupe pouvait avoir une petite équipe qui va rester sur place, si on suspecte une zone infectée par les engins explosifs, l'équipe va se déployer immédiatement. Mais nous sommes obligés de faire appel à un bureau de terrain qui mettra le temps parce qu'il faut déployer les hommes. Ça demande une planification et c'est à ce moment-là nous n'avons pas la capacité de patrouiller ni de travailler, mettre en œuvre le mandat si la zone est rouge. Et en dehors de cela, je viens de le dire, certaines zones sont inaccessibles à cause des ponts qui sont totalement détériorés. Et cela profite aux groupes armés, beaucoup au 3R. Dès qu'ils se rendent compte que la zone est inaccessible, soit parce qu'il n'y a pas de ponts, soit parce qu'il y a des engins explosifs, alors ils profitent, sévissent fortement, harcèlent la population et commettent des abus de droit de l'homme. Nous sommes impuissants. Ces deux principaux défis pour moi sont les plus importants.

“LA MINUSCA NOUS APPUIE DANS NOS TÂCHES, ON SE DÉPLACE ENSEMBLE, QUAND JE VEUX ME DÉPLACER, LA MINUSCA EST LÀ, LES FACa SONT LÀ, DONC IL N’Y A PAS DE SOUCI ENTRE LA MINUSCA ET NOS FORCES ARMÉES.” **INTERVIEW DE MARTIN KOSSI, PRÉFET DE PAOUA**

Martin Kossi préfet par intérim de Lim-Pende (Paoua), interrogé à la mi-août 2022, a fait savoir que la ville de Paoua est sécurisée à 90 %. Les activités y vont bon train, même si l’économie traine encore à se relever.

Pouvez-vous nous faire un point sur la situation générale dans la préfecture de Lim Pende ?

Commençons par la sécurisation, sans vous mentir la sécurisation y est à peu près à 90%. 90 % pour le centre de Lim-Pendé. Il y a certains dérapages dans les périphéries mais c’est bon pour le moment.

Le dérapage que vous venez d’évoquer est lié à quoi ? Est-ce en rapport avec les groupes armés ?

Ce sont les groupes armés qui nous attaquent le plus souvent, en posant des mines partout, en brulant des véhicules mais cette fois ci tout est arrangé par le concours des éléments de la MINUSCA et les Forces armées centrafricaines qui ont fourni des efforts et la sécurité règne en ce moment dans Lim-Pende.

Sur le plan économique, peut-on dire que la ville évolue-t-elle déjà bien ?

Sur le plan économique, nous sommes en train de rattraper ce qu’on a perdu pendant la crise, mais ça va bien marcher cette année.

Et en termes de bien être est ce que la population à l’accès à l’eau potable, la nourriture, la santé ?

Je pense qu’à Paoua les gens vivent bien. Ils ont de l’eau potable, les forages sont partout , on a les bœufs que les gens mangent, donc Paoua n’a pas de souci en vivres.



Martin Kossi, préfet intérimaire de Paoua

Mais on continue toujours d’enregistrer des cas de violences faites aux femmes et des cas de justice populaire, qu’en dites-vous ?

Avant, il y a beaucoup de cas de violences basées sur le genre mais je vous assure que la menace est réduite. Pour la justice populaire, il y a quelques rares cas mais nous sommes en train de prendre des mesures pour y remédier.

Vous avez parlé de la MINUSCA, quel est le niveau de collaboration avec la MINUSCA notamment la Force et la Police ?

Dans la préfecture de Lim-Pende on collabore normalement avec la MINUSCA. La MINUSCA nous appui dans nos tâches, on se déplace

ensemble, quand je veux me déplacer, la MINUSCA est là, les FACa sont là, donc il n’y a pas de souci entre la MINUSCA et nos Forces armées.

Qu’en est-il de la circulation, de l’état des routes ?

Vous savez que l’Etat a beaucoup de problème, l’Etat va trouver une solution sur ça mais en ce moment les gens souffrent un peu à cause de l’état de la route.

Quels sont les besoins réels actuels de la population ?

On dit toujours un grand merci à la MINUSCA qui a pris l’avance pour nous arranger les ponts, vous savez que

le pont central était parti ; on a le pont Nana-passeur vers Bavara, la population souffre là-bas ; la MINUSCA a pris aussi en compte pour nous réparer ça, on a le pont vers le Tchad que la MINUSCA a déjà aussi réparé donc c’est une avancée totale.

Plusieurs détenus se plaignent qu’ils ne sont pas allés en procès et ils ne savent pas pourquoi que dites-vous aussi de cette situation ?

Ces derniers temps le président du tribunal et le procureur sont allés en formation, mais ils ont mis un peu de temps, mais ils sont déjà là, le train sera mis en marche et tout sera réglé.



Les vendeuses de produits divers au marché central de Paoua



Les vendeuses de produits divers au marché central de Paoua

“ NOTRE DEVOIR EST DE PRÉSENTER À LA POPULATION LE MANDAT DE LA MINUSCA POUR LEUR PERMETTRE DE SAVOIR CE QUE FAIT LA MISSION EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ”

INTERVIEW DE SÉVERIN NARCISSE APAYAKA, ASSISTANT DE LIAISON COMMUNAUTAIRE DE LA MINUSCA

78 assistants de liaison communautaire de la MINUSCA travaillent dans la Section des Affaires civiles et contribuent à la mise en œuvre du mandat de la Mission. A Paoua, ils sont au nombre de six. Entretien avec l'un d'eux, Séverin Narcisse Apayaka, pour mieux comprendre leur rôle.

Vous êtes Assistant de liaison communautaire à la MINUSCA Paoua, dites-nous ce que vous faites concrètement ?

Je pense que nous sommes le pont entre la MINUSCA et la Communauté. Nous travaillons beaucoup plus avec les points focaux qui sont dans la ville et dans les périphéries, en ce qui concerne les cas d'alerte précoce ; s'il y a des événements, s'il y a des incidents dans les zones on doit les relayer et nous, on donne l'information à la Force pour que des dispositions soient prises pour la protection des civils.

Dans ce que vous faites comme travail, quels sont généralement les cas qui vous parviennent ?

Dans notre zone, nous avons beaucoup de cas en ce qui concerne la situation des transhumances. Il y a toujours des conflits entre les éleveurs et agriculteurs pendant les moments des transhumances, ce qui crée des petits conflits dans les communautés. Et nous



Séverin Narcisse Apayaka, assistant de liaison communautaire de la MINUSCA à Paoua

sommes obligés d'être auprès de cette communauté pour les sensibiliser afin que ces conflits-là soient gérés d'une manière pacifique afin d'éviter des exactions ou des dégâts collatéraux.

Pour cette année, avez-vous déjà enregistré des cas en rapport avec ce que vous venez de dire ?

Effectivement, comme je vous ai dit pendant la période de transhumance, cette année aussi, on a enregistré beaucoup des cas et on est descendu même sur le terrain avec les autorités locales et administratives pour essayer de sensibiliser les communautés

dans lesquelles ces événements se produisent.

En dehors de ces cas, peut-on noter encore d'autres cas soient de violences armées ?

Effectivement, vous savez qu'en dehors de la situation des transhumances, la zone est aussi mouvementée par les 3R qui commettent aussi des exactions dans des villages et que la population parfois se déplace vers d'autres villages, et ça crée aussi un problème de protection.

Vous utilisez quels moyens de communication (internet ou téléphone) et quelles sont les difficultés rencontrées ?

Bon, c'est ça le défi. Dans la plupart de ces villages-là, il n'y a pas de réseau téléphonique. Le plus souvent, on nous envoie parfois des alertes par des notes ou bien par des personnes. Et ces alertes, viennent parfois tardivement, ça fait partie des difficultés. Et ce qui ne permet pas d'agir à temps pour la protection de ces civils.

Vous travaillez à peu près avec combien de personnes ?

On en a au moins une trentaine de relais avec qui on travaille. Et si on ajoute aussi les autorités locales on arrive à une cinquantaine. Au niveau du centre, il y a les maires et les chefs de groupe aussi qui nous communiquent des

informations qui parviennent de certains villages.

Mais vous faites aussi souvent des descentes pour aller rencontrer ces communautés, ces leaders d'opinion là, pour renforcer leurs capacités ?

Effectivement, nous faisons beaucoup de descentes sur le terrain quand on est informé d'une situation. Il faut qu'on aille parfois vérifier avec la communauté et cela aussi nous permet de sensibiliser la communauté afin d'éviter que des situations se dégradent.

Le phénomène de la désinformation que nous vivons aujourd'hui cela n'a pas d'effet aussi sur le travail que vous faites ?

Vous le savez, il y a des gens qui ne sont pas toujours prêts à dire la vérité. Mais on n'en tient pas compte. Notre devoir est de présenter à ces gens-là le mandat de la MINUSCA pour leur permettre de savoir ce que nous essayons de faire en République centrafricaine.

Et la confiance entre le système et les communautés ?

Il y a toujours cette bonne collaboration entre la communauté et la MINUSCA à travers les différentes activités menées. Vous voyez peut-être que nous, on travaille aussi dans le cadre d'équipe et pour renforcer la confiance avec la communauté, ces activités menées renforcent nos liens avec la communauté dans laquelle nous travaillons.

Réseaux sociaux et informations en continu



RETROUVEZ L'ACTUALITÉ DE LA MINUSCA SUR



MINUSCA



#UNMINUSCA

